

## Avortement et esclavage

Par William Gairdner

Richard Bastien, Translator

Les anciens régimes démocratiques ne pouvaient en aucun cas renoncer à leur droit de traiter certains êtres humains comme des choses plutôt que des personnes, surtout lorsqu'il s'agissait d'esclaves. Mais cela est tout aussi vrai des démocraties modernes. Selon les anciens, reconnaître en droit la capacité d'un esclave de se rendre coupable de vol ou d'adultère suffisait pour en faire un homme libre ou un citoyen et, du même coup, une personne jouissant d'une protection juridique contre l'esclavage. Une telle reconnaissance aurait abouti à l'abolition complète de l'esclavage, ce qui explique que certains maîtres trop respectueux de leurs esclaves pouvaient être punis aux termes de la loi pour avoir fait preuve de compassion à leur égard. Caton mangeait et buvait avec ses esclaves et son épouse allaitait leurs enfants, ce qui ne l'empêchait pas de les acheter et de les vendre au gré de ses besoins.

On aurait tort de sous-estimer l'importance de lois établissant diverses catégories d'êtres humains et visant à assurer la pureté idéologique de tous les régimes politiques. Les anciens adoptaient de telles lois pour justifier l'esclavage et les massacres. Les génocides comme ceux perpétrés au Cambodge ou en Afrique sont utilisés pour supprimer des races entières. Et, bien entendu, les chefs politiques nazis ont très bien compris pourquoi il fallait retirer à certains êtres humains le statut de personne : ils pouvaient ainsi légitimer le meurtre des invalides, des enfants et des indésirables. Les lois établissant des catégories de personnes permettent de transformer des sujets en objets dépouillés de tout droit (ou ne possédant que des droits spéciaux ou subordonnés) en vue de maintenir un quelconque régime idéologique. Cette approche juridique est aussi celle que privilégient les tenants de la gauche libérale (dénommés *liberals* aux États-Unis, sociaux-démocrates ou libéraux au Canada).

Dans toutes les démocraties modernes, le « droit » à l'avortement est devenu un enjeu de taille parce que toute femme imbue d'un esprit égalitariste souhaite bénéficier de la même liberté économique et sexuelle que l'homme et ne peut obtenir cette liberté sans un contrôle absolu sur le produit de ses passions. Incapable d'admettre que l'avortement tue une personne, elle recourt à tous les subterfuges idéologiques imaginables pour tenter de supprimer juridiquement l'enfant qu'elle porte en elle, tentative que l'avenir interprétera vraisemblablement comme l'expression la plus pernicieuse et la plus radicale des soi-disant « droits démocratiques ».

L'enjeu de cette bataille n'est pas l'enfant à naître, mais plutôt la légitimation passionnée, quasi-théologique, de l'idéologie démocratique égalitariste, laquelle s'oppose carrément aux revendications de la biologie humaine et de la société qui en découle spontanément. Bref, le droit d'avorter est à la légitimation idéologique du démocratisme égalitariste ce que le droit de posséder des esclaves a été à la légitimation de la démocratie ancienne, ou ce que le droit des Aryens de liquider les Juifs a été à la légitimation du Troisième Reich. Pour la plupart des tenants du libéralisme idéologique, notamment ceux de race juive, ce qui est à la fois paradoxal et ironique, c'est que tout en condamnant unanimement et sans appel l'esclavage, ils défendent le droit à l'avortement avec le même acharnement que ceux qui, en d'autres temps, ont légiféré pour créer différentes catégories juridiques d'êtres humains.

On prétend que l'enjeu le plus important est le conflit opposant les droits de la femme et ceux de l'enfant à naître, ce qui ne fait que camoufler l'enjeu véritable. Si conflit il y a, ce n'est pas entre les droits de deux personnes, mais entre le prétendu droit de la femme et le droit supérieur de la société de défendre le droit d'un citoyen à naître. Chez la femme enceinte, ces deux droits se situent physiquement et symboliquement dans un même corps. Mais la démocratie moderne ayant été réduite au rang d'une lutte simpliste entre les droits de particuliers — en l'occurrence, la mère et l'enfant — et n'admettant aucune autorité morale supérieure, on recourt à un stratagème en vertu duquel une loi fondée sur de prétendues catégories d'être humains est utilisée pour nier l'humanité de l'une des parties. Tout cela nous ramène à la métaphore de Platon où celui-ci décrit comment on peut devenir esclave de ses passions, à cette différence près que l'esclave interne dont il est ici question n'est pas une passion, mais le fruit d'une passion commodément transformé en esclave par le biais d'une manipulation légale.

En d'autres mots, la nécessité idéologique de déposséder l'enfant à naître de son statut juridique de personne est lié au besoin de plus en plus urgent de soutenir une démocratie égalitariste, tout comme la tentative ancienne de nier à l'esclave son statut de personne découlait du besoin de légitimer l'esclavage et l'ancienne démocratie qui lui avait donné naissance. La plupart des philosophes de l'Antiquité, Platon et Aristote compris, soutenaient qu'il ne pouvait y avoir de démocratie sans esclavage. Il en va de même pour l'égalitarisme démocratique. Force est donc de conclure que les nations modernes liquident annuellement environ 20 % de leurs citoyens en puissance au nom des droits et de la pureté idéologique.

Bien entendu, d'un point de vue historique, le déni du statut de personne (vraisemblablement conçue comme une tactique guerrière) a été l'expression juridique d'un cadre moral dualiste visant à favoriser une solidarisation d'êtres humains contre leurs ennemis. Ce déni a été exploité sur une grande échelle par les États totalitaires du XX<sup>ème</sup> siècle pour faciliter l'incarcération de leurs propres citoyens (déclarés ennemis internes), pour les affamer ou pour les liquider.

### **La nécessité d'un jugement substitutif**

Cette stratégie d'exclusion revêt une grande importance idéologique et économique pour l'État moderne parce que la notion de « non-personne » qui en découle a pour corollaire immédiat la nécessité d'un « jugement substitutif », en vertu duquel un agent de l'État ou une personne désignée est appelé à prendre des décisions fondamentales concernant la formation, le traitement, les soins médicaux, la vie ou la mort (par euthanasie) de ceux qui sont privés du statut de personne. Le déni d'un tel statut et la stratégie du jugement substitutif qui en résulte servent à neutraliser les puissants contre-arguments que la nature oppose à la pensée idéologique. La nature appelle la mère à exercer ses fonctions maternelles tandis que l'idéologie l'invite à s'y soustraire pour se mettre au service de l'armée ou de l'État. La nature affirme que deux êtres humains ne sont jamais identiques. L'idéologie égalitariste prétend qu'ils peuvent l'être. Comme les secteurs de la vie privée régis par l'État ne cessent de croître et que les fonds publics sont limités, tout est assujéti à la règle de la concurrence budgétaire. Il s'ensuit que la cohérence idéologique exige une centralisation des décisions budgétaires clés au profit de l'État et au détriment du domaine privé. Bref, des classes entières de citoyens peuvent tomber dans la catégorie des « non-personnes » dont le sort est déterminé par l'État à la lumière de ses contraintes budgétaires. Par exemple, d'un point de vue strictement économique, il est très difficile de s'opposer à l'argument en faveur de l'avortement lorsque, aux termes de la loi, l'enfant à naître n'est pas une personne. Il est beaucoup plus économique de procéder à un avortement que de soutenir financièrement une mère monoparentale au moyen de l'aide sociale. Dans un cas, le coût est de 400 dollars, dans l'autre de 10 000 dollars par an pendant cinq ans.

Déjà, plutôt que de permettre l'effondrement idéologique d'un service public comme l'assurance-santé, on oblige les citoyens à attendre des mois pour obtenir un traitement approprié. Beaucoup d'entre eux voient leur état se détériorer et meurent en attendant les services requis. Je connais des Canadiens qui se sont dits prêts à acquitter eux-mêmes les frais des services dont ils avaient besoin afin d'éviter une attente qui risquait d'être fatale. Comme la prestation privée de services médicaux est illégale au Canada, ils ont essuyé un refus et sont morts peu après. Les listes d'attente sont un moyen de refuser des traitements afin de maintenir au sein de l'opinion publique l'illusion d'un service égalitaire. C'est ainsi que les États modernes sacrifient en silence leurs citoyens sur l'autel de leurs idéaux sociaux-démocrates. Il en va de même pour les personnes âgées. Les impératifs économiques obligeront l'État à classer un nombre sans cesse croissant d'infirmes et d'invalides dans la catégorie de ceux qui doivent être euthanasiés par suite d'un « jugement substitutif ». C'est à ce prix que l'on cherche à éviter l'érosion de l'idéologie égalitariste. Il s'agit du prototype des guerres budgétaires qui se livrent au sein de l'État providence. De fait, on se retrouve ici devant une forme d'esclavage, puisqu'il n'y a pas de pire asservissement que celui d'un citoyen dépouillé de son statut de personne et transféré à un appareil étatique chargé de son élimination finale.

### **L'effet philosophique : la grande ironie de notre époque**

La démocratie a d'abord été une théorie politique préconisant un plus grand contrôle du pouvoir par un nombre accru de gens, et un plus grand affranchissement des contraintes extérieures, les plus incontrôlables étant les contraintes de la nature. À l'origine, la démocratie se concevait surtout comme une libération du pouvoir royal ou des souverains despotiques. Depuis quelques décennies, elle se conçoit

davantage comme une sorte d'affranchissement par rapport aux lois oppressive, au contrôle de la classe sociale ou aux traditions religieuses.

Dans sa forme égalitariste contemporaine, qui s'exprime surtout par la libéralisation des mœurs sexuelles, la démocratie s'apparente surtout à un rejet de toute contrainte morale. Elle désigne maintenant la liberté de choisir son propre « style de vie », que celui-ci soit contraire ou non aux normes de la société. Selon ce nouveau type de démocratie pluraliste, les valeurs des autres se conçoivent généralement comme autant de « jugements catégoriques » ayant pour objet d'asservir moralement des personnes que l'on estime libres et, par conséquent, foncièrement bonnes. Ce pluralisme revêt parfois des formes radicales, comme en témoignent les manifestes en faveur de l'inceste, de la pédophilie et des relations sexuelles « intergénérationnelles ». Manifestement, cette notion de liberté démocratique n'évolue que dans une seule direction — celle d'un autonomisme extrême de la personne et d'une répudiation de toute morale collective. Mais alors, où s'arrêter?

La morale traditionnelle a été chamboulée. Selon nos ancêtres, la liberté intérieure était indissociable de la maîtrise de soi. Le monde extérieur, constitué surtout d'accidents comme la naissance, la guerre et la mort, n'était pas sans lien avec cette maîtrise de soi, mais il ne pouvait pas et, en principe, ne devait pas, influencer sur elle. Maîtrise de soi et liberté ne font qu'un.

Pour les modernes, bernés par la vanité démocratique, la liberté est synonyme d'expression de soi : elle conduit au rejet de la maîtrise de soi, conçue comme un refoulement maladif des instincts, et à la répudiation de tout reproche visant certains comportements, conçu comme « imposition » arbitraire d'une autorité morale ou politique.

Cela dit, l'ironie — et l'un des grands paradoxes de la démocratie contemporaine — est que, tout en se croyant socialement, moralement et politiquement libre, l'homme moderne dialogue avec l'univers en utilisant un langage parfaitement déterministe où *il se décrit presque invariablement comme un esclave ou un « sous-produit » de forces qu'il ne contrôle pas*. Par exemple, on le dépeint souvent comme le fruit d'un conditionnement social, et cette hypothèse informe presque toutes les recherches en sciences sociales. Il arrive aussi qu'on nous le présente comme le jouet de forces psychologiques cachées (psychanalyse freudienne), ou comme une combinaison quantique de matière pure (physique), ou encore comme l'aboutissement de sélections naturelles agissant conformément à une conception darwinienne du monde. Depuis quelques années, les sociétés les plus riches sont également bombardées de messages visant à les convaincre qu'elles sont composées de millions de « co-dépendants » ne pouvant survivre qu'à l'aide de diverses thérapies.

Il en va de même du monologue politique « progressiste » en vertu duquel des millions de « victimes » indifférentes aux « conditionnements » économiques et sociaux sont invitées à se rééduquer, à se soumettre à diverses thérapies, ou à tirer profit d'une nouvelle « politique » particulière conçue et administrée par des spécialistes. Ceux-ci constituent le clergé du fondamentalisme séculariste moderne et estiment que, grâce à leur savoir particulier, ils ont réussi à se soustraire aux conditionnements qu'ils déplorent (et qu'ils ne manquent jamais de traiter comme une forme d'esclavage). En se proclamant ainsi libérés de toute servitude, ces spécialistes se perçoivent comme nos nouvelles élites.

Tel a toujours été l'ambition du marxisme, cette théorie pernicieuse et si commune selon laquelle l'ensemble du monde développé est victime d'un processus historique inéluctable et d'un système capitaliste oppressif dont l'unique objet est l'exploitation des masses.

La soi-disant théorie moderne de la « déconstruction », qui n'est rien de plus qu'une version débilite de l'utopie marxiste, affirme que les divers systèmes de pouvoir ont infiltré tous les niveaux de la société et que toute forme d'altruisme n'est rien de plus qu'une stratégie visant à consolider ces systèmes et à asservir le genre humain. Ses tenants invitent l'humanité entière à se libérer en adoptant de coûteux programmes de justice « redistributrice » palliant les effets de la nature et de la société au moyen d'un traitement différencié de personnes officiellement considérées égales entre elles.

En cette époque de célébration généralisée des libertés démocratiques, il est à la fois ironique et bizarre d'observer que l'homme, prétendument affranchi de tout conditionnement extérieur, se perçoit, plus qu'à tout autre moment de l'histoire, soit comme un être entièrement soumis aux forces cosmiques, soit comme une victime.

Translated by Richard Bastien

A slightly modified version of this article appeared in the Canadian journal

***égards : revue de la résistance conservatrice*** ??????? 2007